



**ARRETE MUNICIPAL n°2024-88**  
Portant réglementation temporaire de la  
circulation des véhicules place de la Mairie  
et occupation du domaine public  
« Cérémonie du 18 juin »

**Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,**

Vu le code pénal et notamment son article R 610-5,

Vu le code général des collectivités territoriale et notamment ses articles L 2211-1, L 2212-2 et L 2213-1 et 2,

Vu le code de la route et notamment son article R 417-10,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation des véhicules et l'occupation du domaine public communale pour assurer la sécurité et le bon déroulement des certains événements

**ARRETE**

**Article 1 :** La circulation des véhicules sera rétrécie à hauteur du parvis de l'église, place de la mairie pour permettre le bon déroulement de la cérémonie commémorative du :

- Le mardi 18 juin 2024 de 16h15 à 18 h00 ;

**Article 2 :** une signalisation réglementaire sera mise en place par les services techniques de la commune afin de matérialiser les interdictions.

**Article 3 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Responsable des Services Techniques, le Responsable de la Police Municipale.

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Gendarmerie d'Aix-les-Bains

Fait à Grésy-sur-Aix, le 15 mai 2024

Le Maire,  
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 21-05-2024  
Notifié à l'intéressé le : 21-05-2024  
Certifié exécutoire le : 21-05-2024



« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.